

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES



NATIONS UNIES

Rapport Annuel 2004

TABLE DES MATIÈRES

- INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR
- PARTICIPANTS
- BÉNÉFICIAIRES
- SITUATION FINANCIÈRE
- ÉTATS FINANCIERS
- PLACEMENTS
- QUESTIONS ACTUARIELLES
- QUELQUES DATES IMPORTANTES
- DOCUMENTS RELATIFS AUX POLITIQUES
- PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET COMITÉS

INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR

J'ai le plaisir de vous présenter le troisième rapport annuel de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Ce rapport complète les renseignements détaillés figurant dans la Lettre que j'envoie chaque année en janvier aux participants et aux bénéficiaires de la Caisse. Cette année encore, il contient des informations essentielles sur le fonctionnement de la Caisse et vise à mettre en lumière un certain nombre de questions importantes qui présentent un intérêt particulier pour beaucoup de ses partenaires.

L'année 2003 a été une année bien remplie, et j'ai le plaisir de pouvoir annoncer que la Caisse a fait d'importants progrès vers la réalisation de ses objectifs qui sont de mieux servir ses clients, qu'il s'agisse d'améliorer l'efficacité générale de ses opérations, de liquider les demandes de prestations et de verser les pensions en temps utile, de répondre au courrier reçu dans les meilleurs délais ou, grâce à l'Internet et à la publication de fascicules, de permettre à ses participants actifs et à ses bénéficiaires résidant dans le monde entier, d'accéder plus facilement aux renseignements dont ils ont besoin. Par ailleurs, l'infrastructure technique de la Caisse s'est nettement renforcée depuis le lancement des grands projets de reconfiguration des outils informatiques.

Tous ces efforts s'inscrivent dans les objectifs de la Charte de gestion et du plan d'action dans le cadre duquel la Caisse exerce ses activités depuis 2001, date à laquelle le Comité permanent a approuvé les plans de modernisation qui lui avaient été présentés. J'ai rendu compte au Comité mixte, en juillet 2004, des résultats obtenus.

En ce qui concerne les placements, la valeur de réalisation des actifs de la Caisse, gérés par le Service de la gestion des placements, est passée à environ 26 milliards de dollars E.-U. au 31 décembre 2003 ; elle était de 21 milliards de dollars E.-U. à la fin de 2002.

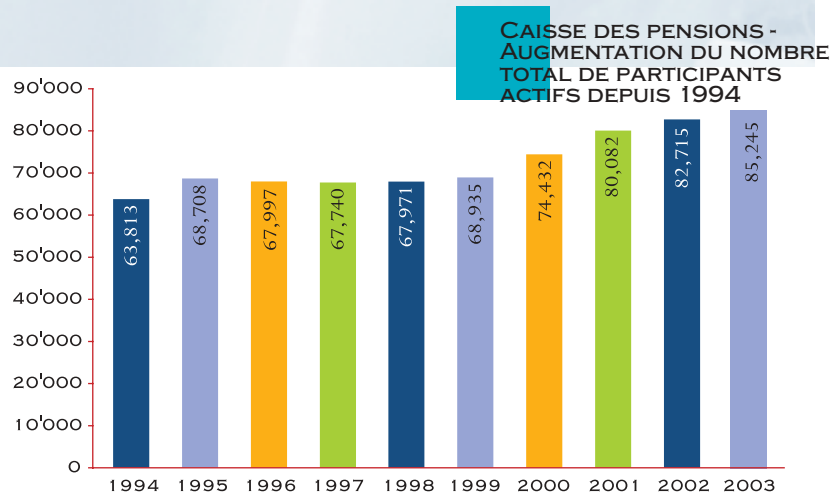
Nous poursuivrons en 2004 nos efforts pour faire face de manière rationnelle à l'augmentation rapide des activités de la Caisse, nous installer dans de nouveaux locaux convenant mieux à nos besoins et nous conformer dans nos opérations quotidiennes aux objectifs du développement durable et aux principes du Pacte mondial promus par l'Organisation des Nations Unies.

Je tiens à remercier chacun d'entre vous, partenaires de la Caisse, de votre soutien et de la part que vous prendrez à la réalisation de ces objectifs.

L'Administrateur de la Caisse commune
des pensions du personnel des Nations Unies
Bernard Cochemé

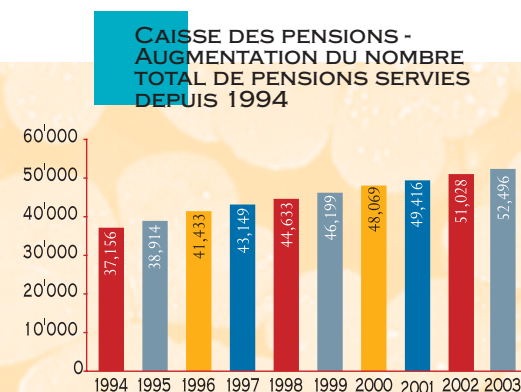
PARTICIPANTS

Au 31 décembre 2003, la Caisse comptait 85 245 participants actifs en service dans les 19 organismes qui lui sont affiliés. La répartition des participants par organisme était la suivante: Organisation des Nations Unies: 57 541; Organisation mondiale de la santé: 8 966; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: 5 648; Organisation internationale du Travail: 3 044; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture: 2 517; Agence internationale de l'énergie atomique: 2 207; Organisation mondiale de la propriété intellectuelle: 1 240; Union internationale des télécommunications: 971; Organisation de l'aviation civile internationale: 863; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: 786; Fonds international de développement agricole: 462; Organisation maritime internationale: 344; Organisation météorologique mondiale: 303; Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie: 152; Organisation mondiale du tourisme: 88; Centre international d'études pour la préservation et la restauration des biens culturels: 34; Tribunal international du droit de la mer: 34; Autorité internationale des fonds marins: 34; Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes: 11. Le graphique à barres ci-après retrace l'évolution du nombre total de participants actifs depuis 1994:



BÉNÉFICIAIRES

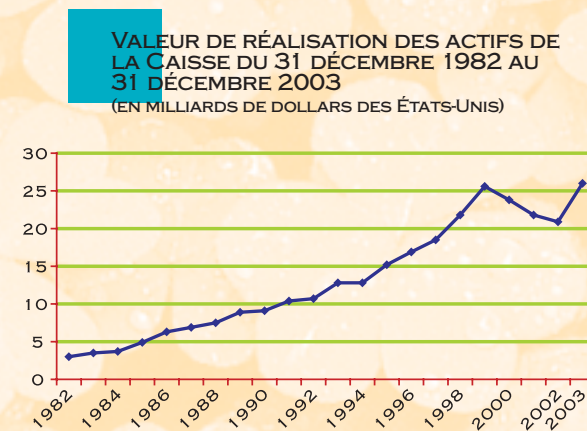
Au 31 décembre 2003, la Caisse servait 52 496 prestations périodiques qui se répartissaient comme suit: 16 713 pensions de retraite; 11 730 pensions de retraite anticipée; 6 575 pensions de retraite différée; 7 796 pensions de veuve; 498 pensions de veuf; 921 pensions d'invalidité; 8 221 pensions d'enfant et 42 pensions de personne indirectement à charge. Le graphique à barres ci-après montre la progression du nombre total de pensions servies depuis 1994:



SITUATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Caisse sont signés par l'Administrateur et vérifiés, tous les deux ans, par un comité externe de commissaires aux comptes. Pendant l'exercice biennal 2002-2003, la Caisse a connu une augmentation de 6,4 % du nombre de participants actifs, qui est passé de 80 082 le 1er janvier 2002 à 85 245 le 31 décembre 2003. Le nombre de pensions servies a également augmenté (de 6,2 %) pendant la même période, passant de 49 416 à 52 496. Le montant total des pensions servies pour l'exercice biennal clos au 31 décembre 2003 a atteint 2 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 11 % par rapport à l'exercice biennal précédent. Pendant la période considérée, les prestations ont été versées dans 15 monnaies différentes. Le montant total des dépenses engagées au titre des prestations et des frais d'administration et de gestion du portefeuille, à savoir 2,44 milliards de dollars, a dépassé d'environ 290 millions de dollars celui des recettes provenant des cotisations. Le montant des cotisations reçues est passé de 1 783 millions de dollars pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 à 2 146 millions de dollars pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2003, ce qui représente une augmentation d'environ 20,4 %.

La valeur de réalisation des actifs de la Caisse est passée de 21,5 milliards de dollars au 31 décembre 2001 à 25,7 millions de dollars au 31 décembre 2003, progressant d'environ 19,6 %. Le graphique ci-après montre son évolution entre 1982 et 2003:



ÉTATS FINANCIERS: ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF ET ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

pour les exercices biennaux clos le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2001

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2001

	2002 - 2003	2000 - 2001
ACTIFS		
Liquidités et dépôts à terme	382,624,767	321,328,502
Placements	18,772,635,780	17,123,895,044
Comptes débiteurs	280,861,671	211,531,080
Prestations servies par anticipation	9,889,279	9,504,066
TOTAL	19,446,011,497	17,666,258,692
PASSIF ET CAPITAL DE LA CAISSE		
Passif	54,062,594	34,579,880
Capital de la Caisse	19,391,948,903	17,631,678,812
TOTAL	19,446,011,497	17,666,258,692

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

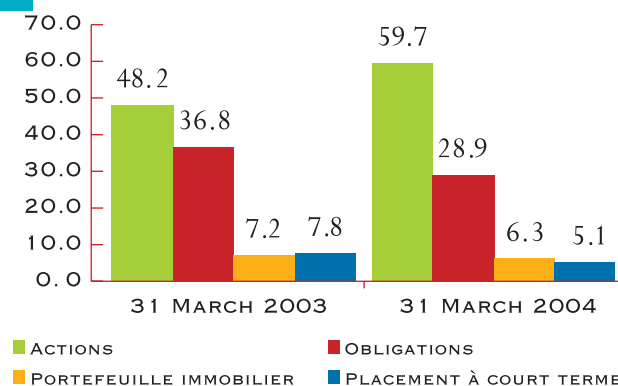
	2002 - 2003	2000 - 2001
RECETTES		
Cotisations des participants	717,075,875	595,561,100
Cotisations des organismes affiliés	1,428,030,666	1,186,467,232
Cotisations versées comme suite à des accords de transfert de droits à pension	585,089	585,779
Excédent des cotisations calculées sur la base de la valeur actuarielle par rapport aux cotisations ordinaires	423,864	566,826
Revenu des placements	2,037,780,923	2,233,551,857
Recettes diverses	10,068,104	6,087
TOTAL	4,193,964,521	4,016,738,881
DÉPENSES		
Prestations versées	2,355,902,952	2,093,917,354
Dépenses d'administration	79,803,995	56,759,584
Fonds de secours	73,697	71,792
Ajustements sur exercices antérieurs	(2,086,214)	(299,831)
Excédent net des recettes sur les dépenses	1,760,270,091	1,866,289,982
TOTAL	4,193,964,521	4,016,738,881

PLACEMENTS

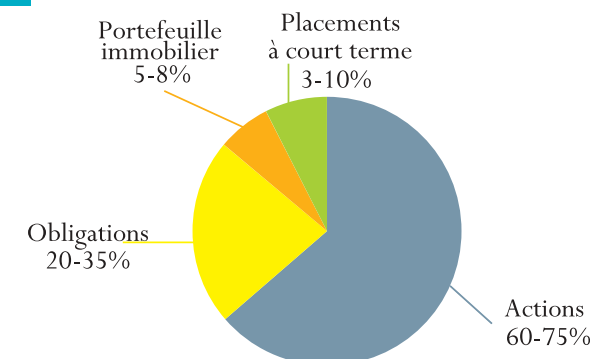
Au 31 mars 2004, la valeur de réalisation des actifs de la Caisse était de 26 milliards 589 millions de dollars, soit une hausse de 5 milliards 848 millions (28,2 %) depuis le 31 mars 2003, date à laquelle elle était de 20 milliards 741 millions de dollars. Toutes les catégories d'actifs - actions, obligations, portefeuille immobilier et placements à court terme - ont contribué à cette progression.

En pourcentage, la répartition des actifs était la suivante:

TYPES DE PLACEMENT
PAR CATÉGORIE D'ACTIFS



FOURCHETTES DE RÉPARTITION À LONG TERME
(DIRECTIVES)



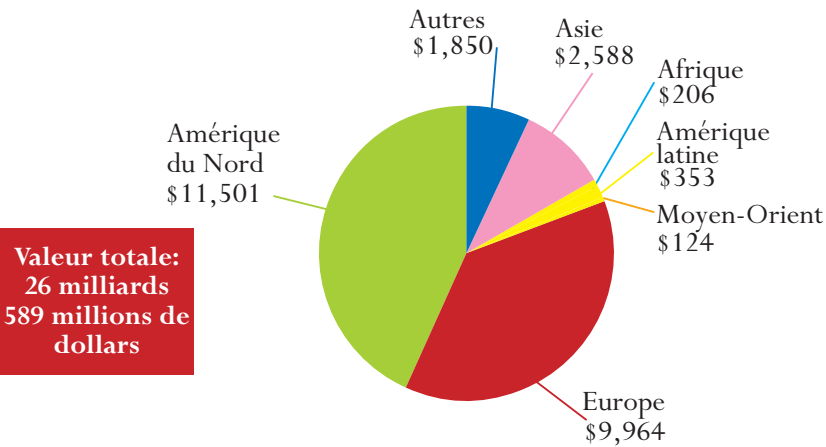
Pour l'exercice qui prenait fin le 31 mars 2004, le rendement total ressort à +28,7 %, contre 31,5 % pour l'indice de référence (composé à 60 % de l'indice Morgan Stanley Capital International World Index et à 40 % de l'indice Citigroup World Government Bond Index). Malgré cette sous-performance au milieu d'une vive reprise des marchés, la Caisse a eu un rendement supérieur à celui de l'indice de référence sur trois ans et sur cinq ans. Le tableau ci-après permet de comparer les résultats de la Caisse et ceux de l'indice de référence:

	1 an	3 ans	5 ans
Caisse	28,7	7,6	4,6
Indice de référence	31,5	6,4	2,6
Caisse moins indice de référence	-2,8	1,2	2,0

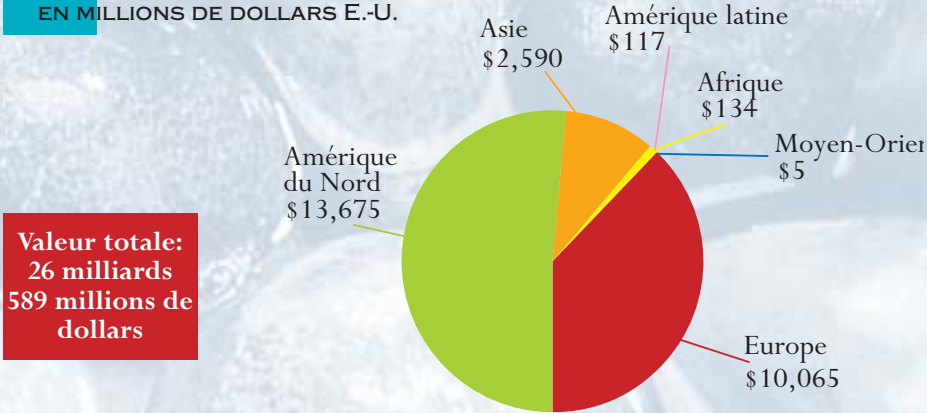
DIVERSIFICATION

Au 31 mars, les actifs de la Caisse étaient placés dans 52 pays et 4 institutions internationales ou régionales, et ils étaient libellés en 26 monnaies. Le diagramme ci-après indique la valeur des placements par région et par monnaie:

DIVERSIFICATION PAR RÉGION EN MILLIONS DE DOLLARS E.-U.



DIVERSIFICATION PAR MONNAIE EN MILLIONS DE DOLLARS E.-U.



L'objectif à long terme de la Caisse en ce qui concerne ses placements est d'obtenir un taux de rendement réel, corrigé de l'inflation, de 3,5 %. Le taux de rendement réel est le taux nominal corrigé de l'indice des prix à la consommation (IPC) aux États-Unis. Sur les 10 dernières années, le taux annuel de rendement des placements de la Caisse, en pourcentage, a évolué comme suit:

Exercice clos au 31 mars	Taux de rendement nominal	Indice des prix à la consommation aux États-Unis (IPC)	Taux de rendement réel (corrigé de l'IPC É.-U.)	Excédent (rendement réel -3,5 %)
95	8,7	2,9	5,7	2,2
96	14,7	2,8	11,6	8,1
97	8,8	2,8	5,8	2,3
98	20,5	1,4	18,8	15,3
99	11,4	1,7	9,6	6,1
00	18,0	3,8	13,7	10,2
01	-15,0	2,9	-17,4	-20,9
02	0,6	1,5	-0,9	-4,4
03	-3,8	3,0	-6,6	-10,1
04	28,7	1,7	26,5	23,0
Annualisé	8,6	2,4	6,1	2,6

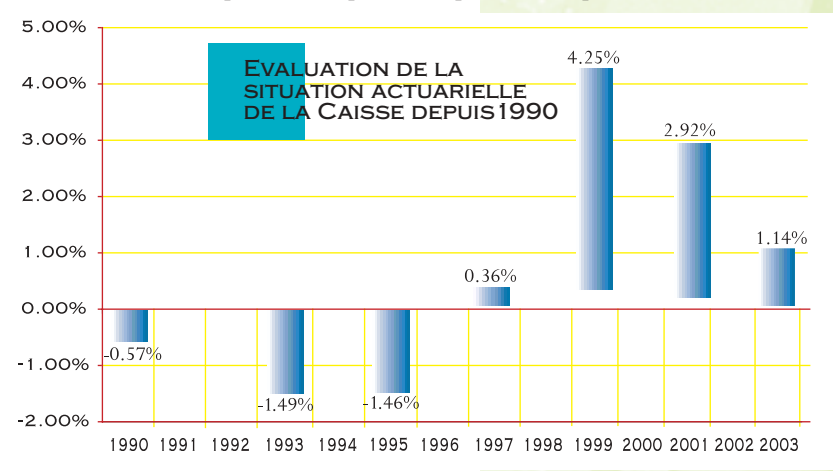
On voit que pour 7 des 10 années considérées, la Caisse a atteint son objectif à long terme. Annualisé, le taux de rendement nominal sur 10 ans s'établit à 8,6 %, le taux de rendement réel à 6,1 % et l'excédent à 2,6 %.

Sur les 44 dernières années, sur lesquelles il a été calculé, le rendement total des placements de la Caisse a été de 8,6 %, soit un taux de rendement réel (corrigé des variations de l'IPC des États-Unis) de 4,1 %. Ce taux de rendement réel est supérieur à l'objectif à long terme, fixé à 3,5 %.

QUESTIONS ACTUARIELLES

Les services actuariels sont fournis par la Mellon Financial Corporation. Par ailleurs, un Comité d'actuaire, composé de cinq actuaire indépendants, est nommé sur la recommandation du Comité mixte. Le Comité d'actuaire a pour rôle de conseiller le Comité mixte sur les questions actuarielles découlant de l'application des Statuts de la Caisse. Ses membres sont originaires des cinq régions du monde.

Évaluation actuarielle: L'évaluation actuarielle la plus récente effectuée par l'Actuaire-conseil a été arrêtée au 31 décembre 2003. Elle a fait apparaître, pour la quatrième fois consécutive, un excédent actuariel représentant 1,14 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. Les évaluations arrêtées au 31 décembre 2001, au 31 décembre 1999 et au 31 décembre 1997 dégageaient des excédents actuariels représentant respectivement 2,92 %, 4,25 % et 0,36 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. En d'autres termes, l'excédent actuel de 1,14 % signifie que le taux de cotisation théoriquement requis pour assurer l'équilibre actuariel au 31 décembre 2003 était de 22,56 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, alors que le taux de cotisation effectif est de 23,70 %. Les évaluations sont établies sur la base de diverses hypothèses économiques concernant le rendement futur des placements et l'inflation et de séries d'hypothèses différentes quant à la croissance des effectifs. L'évaluation ordinaire établie au 31 décembre 2003 reposait sur les trois hypothèses économiques suivantes: a) hausse de 4,5 % par an de la rémunération considérée aux fins de la pension; b) taux nominal de rendement de 7,5 % par an des placements; c) taux d'inflation de 4 % par an; on s'est également fondé sur l'hypothèse d'une croissance nulle des effectifs. Ce type d'analyse repose par conséquent sur des **projections**. Le graphique ci-après illustre les résultats des évaluations actuarielles ordinaires, établies sur la base de projections, pour les sept dernières périodes d'évaluation:



Parallèlement à l'évaluation actuarielle, on procède également au calcul des ratios de capitalisation, en vue d'aider le Comité mixte à évaluer la situation de la Caisse **à la date de l'évaluation**, et non plus à prévoir son évolution future sur la base de projections. Les ratios de capitalisation permettent de comparer les actifs actuels de la Caisse et la valeur des droits acquis à prestation (passif) à la date de l'évaluation, en supposant que le régime des pensions cesse d'exister à cette date. Pour ce qui est des obligations de la Caisse au 31 décembre 2003, il ressort des calculs que la situation financière de la Caisse est solide, comme on l'avait déjà constaté lors des sept dernières évaluations. Le ratio de capitalisation actuel, obtenu en divisant la valeur actuarielle des actifs (25 milliards 237,4 millions de dollars) par la valeur actuarielle des droits acquis à prestation (17 milliards 470,4 millions de dollars), est de 144,5 %, soit une marge de sécurité de 44,5 %. Le ratio de capitalisation est nettement inférieur lorsqu'on tient compte du système d'ajustement des pensions en vigueur, qui prévoit l'ajustement des prestations au titre de l'inflation. Les ratios de capitalisation pour les années 1990 à 2003, calculés en tenant compte de l'ajustement futur des pensions et sans en tenir compte, sont indiqués au tableau ci-après:

RATIOS DE CAPITALISATION CALCULÉS LORS DES ÉVALUATIONS ARRÊTÉES AU 31 DÉCEMBRE PENDANT LA PÉRIODE 1990-2003

	1990	1993	1995	1997	1999	2001	2003
Compte non tenu desajustements futurs des pensions	131	136	132	141	180	161	145
Compte tenu des ajustements futurs des pensions	77	81	81	88	113	106	95

D'après les résultats de la dernière évaluation actuarielle, le Comité d'actuaire et l'Actuaire-conseil ont jugé le taux de cotisation actuel, à savoir 23,7 %, suffisant pour faire face aux obligations de la Caisse au titre des droits acquis en application du régime des pensions. Le Comité mixte a approuvé leur déclaration concernant la situation actuarielle de la Caisse.



QUELQUES DATES IMPORTANTES

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a tenu sa session biennale du 13 au 23 juillet 2004 au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal (Canada). Le Comité permanent du Comité mixte, qui se réunit lorsque le Comité mixte n'est pas en session, se réunira en juillet 2005 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le Comité des placements continuera à se réunir tous les trimestres. Le Comité d'actuaire se réunira en juin 2004 afin d'examiner les résultats de la dernière évaluation actuarielle, qui a été arrêtée au 31 décembre 2003. Le Comité d'actuaire se réunira à nouveau, en juin 2005, afin d'examiner les hypothèses économiques et démographiques à retenir pour la prochaine évaluation actuarielle, qui sera arrêtée au 31 décembre 2005.

DOCUMENTS RELATIFS AUX POLITIQUES

Conformément à la Charte de gestion adoptée en 2001, il a été publié des documents relatifs aux politiques dans les domaines suivants: gestion de la qualité; communication; sécurité de l'information; contrôle interne.

PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET COMITÉS (JUILLET 2004)

COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Président	M. A. Busca [Représentant du chef de secrétariat de l'Organisation internationale du Travail (OIT)]
Premier Vice-Président	M. R. G. Menzel [Représentant des participants de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)]
Deuxième Vice-Président	M. P. Owade [Représentant de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU)]
Rapporteur	Mme T. Panuccio [Représentant du chef de secrétariat du Fonds international de développement agricole (FIDA)]

COMITÉ PERMANENT DU COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Président	Mlle C. Pichon [Représentant des participants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)]
Premier Vice-Président	Mme V. M. González Posse [Représentant de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU)]
Deuxième Vice-Président	M. S. Giwa [Représentant du chef de secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)]

COMITÉ DES PLACEMENTS

Président	M. E.N. Omaboe
-----------	----------------

REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LES PLACEMENTS DE LA CAISSE

Représentant	Mme C. Bertini
--------------	----------------

ADMINISTRATION DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Administrateur	M. B. Cochemé
Administrateur adjoint	M. J. Dietz
Directeur du Service de la gestion des placements	Mme C. Okuda
Chef des opérations	Mme. D. Bull
Chef du Bureau de Genève	M. G. Ferrari
Chef de l'information	M. P. Dooley

COMITÉ D'ACTUAIRES

Président	M. A.O. Ogunshola
Vice-Président	M. Pérez Montás
Rapporteur	M. L.J. Martin

Mellon Financial Corporation

ACTUAIRE-CONSEIL

COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LA CAISSE DES PENSIONS

Pour plus de détails concernant la Caisse des pensions,
consultez son site Web : <www.unjspf.org>



À New York

UNJSPF - Room S-635 - United Nations
New York, NY 10017

United States

Fax : (212) 963-3146

Tél. : (212) 963-6931

Mél. : <unjspf@un.org>

À Genève

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Bureau PN D.108

8-14 Avenue de la Paix

1211 Genève 10

(Suisse)

Fax : +41 (22) 917 00 04

Tél. : +41 (22) 917 18 24

Mél. : <jspfgva@unog.ch>